Le Point

« Nous dénonçons le développement à marche forcée des énergies renouvelables »

TRIBUNE. Henri Proglio, Louis Gallois… Dans une lettre ouverte, 10 anciens dirigeants alertent le Premier ministre Michel Barnier, et dénoncent une politique ruineuse de développement massif des renouvelables.

Publié le 01/12/2024

https://www.lepoint.fr/debats/proglio-gallois-accoyer-leur-lettre-ouverte-a-michel-barnier-sur-la-politique-energetique-de-la-france-01-12-2024-2576794_2.php#11

Photo du parc éolien en mer au large de Fécamp, dans le département de la Seine-Maritime en région Normandie. © Chang Martin/SIPA

Nous, anciens ministres, anciens parlementaires, anciens dirigeants d'entreprises et de production d'électricité, animateurs de centres de réflexion et spécialistes des questions énergétiques, dénonçons par cette lettre, l'extrême gravité pour la France de poursuivre la politique énergétique proposée par le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie récemment publié par la DGEC.

Nous dénonçons la poursuite à marche forcée d'installation d'éoliennes marines ou terrestres, ou de panneaux solaires qui ne servent en aucun cas à la décarbonation de notre pays puisque, grâce au nucléaire et à l'hydraulique, l'électricité y est abondante et déjà décarbonée à 95 %.

Nous dénonçons l'illusion répandue par les rapports officiels de RTE que les énergies renouvelables intermittentes et l'énergie nucléaire seraient complémentaires et qu'une production d'électricité totalement dépendante de la météo et impossible à stocker à grande échelle, puisse offrir aux Français la sécurité d'approvisionnement électrique.

Nous dénonçons les garanties de prix accordées aux producteurs de cette électricité intermittente qui leur donnent un accès prioritaire sur le marché de l'électricité, faussent les règles de fixation des prix, déstabilisent les marchés jusqu'à des prix négatifs, et nuisent à EDF qui doit ralentir sa production nucléaire pour laisser écouler les surplus d'électricité éolienne et solaire, tout en supportant tous les coûts fixes de ses centrales nucléaires.

Nous dénonçons les engagements de plusieurs centaines de milliards d'euros que les garanties de prix et subventions à ces énergies intermittentes ont coûté, coûtent et vont coûter à la collectivité nationale, au seul bénéfice des producteurs privés, et de leurs fournisseurs d'éoliennes et de panneaux

photovoltaïques, en quasi-totalité importés de l'étranger qui déséquilibrent notre balance commerciale.

Nous dénonçons l'inflation des prix de l'électricité, pour les particuliers et les entreprises, que génèrent notamment les coûts de raccordement et d'adaptation des réseaux électriques à ces productions intermittentes émiettées sur tout le territoire, financés par les consommateurs et non par les producteurs.

Nous dénonçons la nécessité technique, illustrée par l'exemple de l'Allemagne, de construire, au fur et à mesure de la montée de la part des énergies intermittentes, de nouvelles usines électriques fossiles afin de compenser les chutes brutales et imprévisibles de production en cas d'absence de vent ou de soleil.

Nous dénonçons les arbitrages budgétaires nuisibles à la neutralité carbone et au climat, illustrés par le projet de Budget pour 2025 dans lequel sont portés à 4 milliards d'Euros les crédits pour les garanties de prix données aux producteurs d'énergies intermittentes, sans effet sur le climat, tandis que sont réduites les aides à la décarbonation des secteurs les plus responsables des émissions de CO2, dans l'habitat ou l'électrification des transports.

Nous dénonçons les effets anti sociaux et défavorables au climat de cette politique qui a fait augmenter le prix de l'électricité de 120 % en 12 ans, rendant inaccessible aux ménages français les plus défavorisés l'électrification de leur chauffage et encore d'avantage de leur véhicule tout en enrichissant les producteurs d'électricité éolienne ou solaire.

Nous dénonçons les pressions exercées sur la France, notamment via les directives européennes qui refusent la prise en compte de la contribution de l'énergie nucléaire à la décarbonation et sanctionnent financièrement la France, pour imposer le modèle de transition énergétique allemand d' « Energiewende » dont l'échec est patent sur le plan économique et de l'impact sur le climat. Non, la France n'est en aucun cas « en retard » et – contrairement à sa voisine d'Outre-Rhin – émet, grâce à son nucléaire, très peu de CO2 pour produire son électricité.

Nous dénonçons les opérations d'ingérences étrangères en France visant également à promouvoir le modèle énergétique allemand, telles que dévoilées par les rapports de l'École de Guerre Économique.

Nous dénonçons la présence au sein de notre administration, comme dans les institutions et entreprises énergétiques publiques, de responsables provenant de la mouvance antinucléaire et pro-éolien, avec des parcours professionnels imbriqués dans les syndicats professionnels des énergies renouvelables, qui jettent un doute légitime sur leur neutralité pour défendre un modèle énergétique conforme aux intérêts de notre pays.

Nous dénonçons enfin le financement par l'État ou des entreprises énergétiques étatiques, d'associations et officines antinucléaires, pro éolien et photovoltaïque, qui dénigrent le modèle énergétique français et auxquelles sont confiées, dans certaines régions, les études d'élaboration des politiques énergétiques régionales.

L'adoption par votre gouvernement d'une Programmation Pluriannuelle de l'Énergie qui persisterait dans cette politique de développement accéléré des énergies intermittentes, constituerait une véritable catastrophe économique et écologique pour notre pays et irait à l'encontre de l'annonce très opportune dans votre Déclaration de Politique Générale, qu'allait être réévalué l'impact de ces énergies, avant de persister dans le soutien public qui leur est donné. Elle méconnaîtrait également les conclusions des récents rapports d'enquêtes parlementaires de l'Assemblée nationale en 2023 et du Sénat en 2024.

Parce que nous avons été, pour certains d'entre nous, au cœur de la gouvernance énergétique de notre pays, nous pouvons vous affirmer que la poursuite aveugle du développement accéléré des énergies intermittentes en France, contribuera à un affaiblissement de notre souveraineté énergétique, à la déstabilisation de notre économie par la poursuite de l'augmentation du prix de l'électricité et l'inflation énergétique qu'elles génèrent, à la baisse de notre compétitivité industrielle, à une dépendance

accrue vis-à-vis d'équipements importés de l'étranger, à une régression sociale et à des risques importants de coupures d'électricité à grande échelle.

Monsieur le Premier ministre, cette politique ruineuse dont l'échec est patent en Allemagne, ne sert que quelques intérêts particuliers, majoritairement étrangers, aux dépens de l'économie française, des consommateurs et des contribuables français.

Malgré l'évidence de ses conséquences désastreuses, une partie de l'administration et du personnel politique continue de promouvoir cette politique au nom d'une idéologie antinucléaire aujourd'hui totalement dépassée et de la défense d'intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier ministre, nous avons l'honneur de vous demander solennellement de mettre un terme définitif à une politique énergétique qui cause d'énormes dommages à notre pays.

*Signataires :

Henri Proglio, ancien Président d'EDF

Hervé Machenaud, ancien Directeur exécutif d'EDF

André Merlin, ancien Président fondateur de RTE

Michel Rousseau, Président de la Fondation Concorde

Xavier Moréno, Président du Cercle d'Étude Réalités Écologiques et Mix Énergétique

Louis Gallois, ancien chef d'entreprise, ancien Commissaire Général à l'investissement

Bernard Accoyer, ancien Président de l'Assemblée Nationale, Président de Patrimoine Nucléaire et Climat

François Goulard, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Christian Gérondeau, haut fonctionnaire français. Ancien délégué interministériel à la sécurité routière

Fabien Bouglé, essayiste, expert en politique énergétique